

QUESTION ECRITE

Auteur PDCB, par Pierre Gualino
Objet Insecticides et pesticides, anticiper avant d'être obligé d'agir
Date 14.06.2019
Numéro 66

La lutte contre les insecticides et les pesticides n'en est qu'au début. Il n'y a pas besoins d'être devin pour savoir que le combat que mènent certaines industries chimiques est déjà perdu. Il n'y a qu'à voir ce qui se passe aux Etats Unis avec le Roundup, d'un point de vue financier et juridique, pour en être convaincu.

La région du Sikkim en Inde achève sa conversion sans produits de synthèse. Cette région a été contrainte de prendre des mesures drastiques car le sol et les nappes phréatiques devenaient inexploitable. Au départ les agriculteurs ont dû faire face à des difficultés agricoles. Ils devaient composer avec du compost naturel. Mais cette mesure a permis la pousse de diverses plantes. Elle a également favorisé le retour des abeilles. Les premiers mois n'ont pas été simples, mais rapidement les rendements se sont améliorés. Ils ont progressivement rattrapé les rendements des états voisins, avant de les dépasser.

L'Etat a dû subventionner les agriculteurs en leur garantissant un prix garanti, c'est-à-dire en payant la différence pour la perte d'exploitation. D'après un article sur le sujet, après trois ans les agriculteurs ont pu vivre normalement de leur production. Et au niveau touristique, le nombre de visiteurs a augmenté de 50 % ces dernières années.

Pourquoi notre canton ne serait-il pas pionnier en la matière. A la place d'attendre une quelconque interdiction future de Berne ou de Bruxelles et d'être mis devant le fait accompli, ne serait-il pas plus judicieux d'être en avance d'une longueur?

Il est clair que l'idée n'est pas d'imposer à nos agriculteurs une baisse de revenus, ni une surcharge de travail. Au contraire il s'agit de les soutenir pour l'avenir en anticipant une loi qui serait contraignante.

Il faut aussi tenir compte de l'industrie chimique importante dans notre canton. Il serait peut-être intéressant pour elle d'avoir un terrain d'essai grandeur nature pour avancer dans ces recherches.

Conclusion

Par cette question écrite, j'aimerais demander au Conseil d'Etat:

1. Quel serait le coût pour notre canton, s'il devait aider nos agriculteurs, le temps que le passage sans insecticides et pesticides soit rentable?
2. S'il est possible et intéressant pour la chimie valaisanne d'avoir des synergies afin de développer de nouveaux produits phyto-sanitaires.
3. S'il y aurait une possibilité d'être un canton pilote et avoir un appui technique et financier de la Confédération.